CULLETTIVITÀ DI CORSICA

ASSEMBLEA DI CORSICA

**1^{MA} SESSIONE URDINARIA DI U 2025
REUNIONE DI I 24 È 25 D'APRILE DI U 2025**

**1^{ÈRE} SESSION ORDINAIRE DE 2025
REUNION DES 24 ET 25 AVRIL 2025**

**MOTION
N° 2025/O1/011**

MOTION

DÉPOSÉE PAR : LES GROUPES FA POPULU INSEME, CORE IN FRONTE ET AVANZEMU

OBJET : SOUTIEN AUX SALARIÉS DE LA POSTE.

VU la délibération n° 15/167 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juin 2015 portant adoption d'une motion relative au maintien des activités de la banque postale,

VU la délibération n° 17/054 AC de l'Assemblée de Corse du 24 février 2017 portant adoption d'une motion relative à l'engagement en faveur du développement de la Corse par la sauvegarde d'un réseau de services publics adapté aux spécificités de la Corse,

VU la délibération n°21/212 de l'Assemblée de Corse du 19 novembre 2021 portant adoption d'une motion relative à la demande du maintien du centre financier de La Poste à Aiacciu,

VU la délibération n°22/187 de l'Assemblée de Corse du 25 novembre 2022 portant adoption d'une motion relative au maintien des services publics dans le rural,

CONSIDÉRANT que les salariés du centre de distribution de La Poste situé route de Mezavia ont engagé, à l'appel d'une organisation syndicale, un mouvement de grève à durée illimitée depuis le lundi 31 mars 2025,

CONSIDÉRANT que ce mouvement fait suite à la disparition annoncée d'une prime de dépassement liée au volume de colis traités, représentant une part significative de la rémunération mensuelle des agents concernés, pouvant atteindre 300 à 500 euros selon les périodes d'activité,

CONSIDÉRANT que cette prime constituait une compensation régulièrement versée aux agents, et que sa suppression engendre une perte de pouvoir d'achat estimée à près de 30 % pour certains agents,

CONSIDÉRANT que les organisations syndicales affirment avoir engagé, depuis plusieurs mois, des discussions avec la direction afin de trouver une solution alternative, sans qu'aucun accord n'ait été trouvé à ce jour,

CONSIDÉRANT que les salariés grévistes revendiquent, outre le maintien d'une forme de compensation financière équitable, l'embauche des salariés en contrat à durée déterminée (contrats renouvelés, pour certains, depuis plus de huit ans),

CONSIDÉRANT que le blocage du centre de distribution est susceptible de perturber durablement la distribution du courrier et des colis sur un large périmètre territorial incluant notamment les communes des secteurs 20166 et 20167,

CONSIDÉRANT que malgré de nouvelles discussions intervenues depuis, les salariés ont unanimement décidé de reconduire le mouvement, estimant que leurs revendications demeurent sans réponse acceptable pour les salariés,

CONSIDÉRANT que les missions de service public assurées par La Poste sont essentielles à la cohésion sociale, à l'aménagement du territoire et à l'égalité d'accès aux services, particulièrement en Corse où les spécificités géographiques imposent un maillage territorial adapté et renforcé,

CONSIDÉRANT que l'Assemblée de Corse a, à plusieurs reprises, affirmé la nécessité pour l'île de disposer d'un service postal de qualité, accessible sur l'ensemble du territoire, et que toute atteinte à la qualité de ce service ou aux droits des agents qui le portent compromet les principes fondamentaux du service public – continuité, égalité, adaptabilité – ainsi que l'équilibre social et territorial de la Corse,

L'ASSEMBLEE DE CORSE

S'INQUIÈTE de l'avenir des personnels de La Poste mais aussi de la dégradation de la qualité des services rendus et apporte son soutien au mouvement de contestation des salariés du centre de distribution de La Poste de Afà/Baleone en grève depuis le lundi 31 mars 2025.

AFFIRME que La Poste joue un rôle essentiel en matière de service public en Corse et que ce rôle ne saurait être assuré sans l'engagement constant de ses agents, qui doivent être pleinement reconnus, respectés et considérés, tant dans leurs conditions de travail que dans la reconnaissance de leur contribution à l'intérêt général.

AFFIRME que la préservation d'un service postal de qualité et de proximité passe nécessairement par une politique de valorisation de l'emploi stable et qualifié, et par la reconnaissance salariale des efforts consentis par les personnels sur le terrain.

ASPIRE à ce que le dialogue social soit pleinement rétabli entre la direction de La Poste et les représentants du personnel, et que des réponses concrètes et adaptées soient apportées aux revendications des salariés grévistes du centre de distribution de Afà/Baleone, afin de mettre un terme à un conflit dont les répercussions pénalisent l'ensemble des usagers du service postal en Corse.

SOUHAITE que la direction de La Poste respecte strictement les droits des salariés, les conventions collectives ainsi que l'ensemble des acquis sociaux en vigueur, et qu'elle engage, dans un esprit de concertation avec toutes les organisations syndicales, une réflexion aboutissant à la définition d'un statut spécifique pour les agents de La Poste en Corse, fondé sur les principes d'égalité sociale et de reconnaissance des spécificités de notre île.

SOUHAITE que dans le cadre de l'évolution institutionnelle en cours une discussion soit menée sur le statut de La Poste en Corse et des compétences qui en découlent.